

RECONSIDÉRER LES INVESTISSEMENTS DE L'UE EN APD POUR LA NUTRITION

Catalyser un Changement Transformateur

Résumé :

Il y a dix ans, l'Union européenne et ses États membres ont fait preuve de leadership en développant un cadre politique solide pour la coopération internationale de l'Union,¹ visant à promouvoir la sécurité nutritionnelle dans les pays partenaires, ainsi qu'en élaborant un plan d'action pour réduire de 7 millions le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance.

Cependant, une action renouvelée et intensifiée de l'Europe apparaît désormais essentielle pour plusieurs raisons :

- Les progrès vers chaque objectif nutritionnel ont dévié de leur trajectoire. Au rythme actuel, il faudra un demi-siècle pour éradiquer le retard de croissance chez les enfants.
- Il y a une reconnaissance généralisée de la nécessité urgente d'accélérer l'action.
- Un financement adéquat est crucial pour faire avancer ces efforts.

Ce rapport fournit une analyse approfondie de l'état actuel de l'Aide publique au développement (APD) européenne pour la nutrition, en soulignant les défis du modèle de financement actuel pour prioriser et intégrer la nutrition dans des secteurs de dépenses plus larges.

L'étude utilise les indicateurs de Nutrition de Base comme mesure standardisée pour comparer les pays donateurs, en donnant un aperçu des investissements exclusivement consacrés à la nutrition dans le secteur de la santé. Elle examine également les niveaux actuels des dépenses d'APD rapportées selon la méthodologie du Marqueur de politique nutritionnelle (NPM) pour analyser combien des dépenses dans d'autres secteurs visent à améliorer la nutrition. Pour cette étude, nous considérons que l'aide évaluée avec un Objectif Principal (Niveau 2) sur le NPM démontre une priorité sérieuse pour la nutrition.

L'analyse va au-delà des données quantitatives, explorant les opportunités politiques et les processus où une attention accrue à la nutrition peut conduire à des actions efficaces vers les Objectifs de Développement Durable (ODD) et favoriser des partenariats interrégionaux plus solides.

¹ Le cadre politique de l'UE en matière de nutrition comprend : la Communication de la Commission de 2013 sur l'amélioration de la nutrition maternelle et infantile dans l'aide extérieure ; les conclusions associées du Conseil de mai 2013 ; le Plan d'action de l'UE sur la nutrition (2015-2025) définissant la manière dont la Commission mettra en œuvre ses objectifs de réduction du retard de croissance

Bien que l'UE soutienne collectivement diverses interventions nutritionnelles, les données révèlent que le soutien actuel est insuffisant pour répondre aux besoins :

- Malgré l'augmentation des volumes d'APD rapportée pour la nutrition, l'aide internationale reste faible. En 2022, seulement 0,37 % du total de l'APD de tous les donateurs était destiné à la nutrition de base. L'UE (Commission européenne et États membres) a généralement moins bien performé que les autres donateurs du CAD, ne surpassant les autres donateurs qu'en 2022, avec 0,51 % de l'APD pour la nutrition de base.
- Bien que certains pays de l'UE fassent preuve d'initiatives dans ce domaine, les ressources et la volonté politique restent insuffisantes pour contribuer efficacement à éradiquer la malnutrition dans le monde. En 2017, la Banque mondiale a proposé d'augmenter les dépenses en nutrition à 2,8 % du total de l'APD d'ici 2021, pour ensuite retourner à hauteur de 1,8 % d'ici 2025, pour atteindre les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé pour la nutrition². Depuis que ces estimations ont été faites en 2017, les allocations à la Nutrition de Base de la Commission Européenne (CE) et des États membres de l'UE ont été irrégulières, ce qui ne permet pas une planification efficace au niveau national pour améliorer la nutrition. À ce titre, les allocations étaient inférieures en 2021 à celles de 2017. Alors même que 2019 correspond à l'année où l'APD de l'UE (Commission européenne et États membres) était la plus élevée, 0,61 % du total des engagements étaient à destination

² Malgré des progrès considérables réalisés au cours des dernières décennies, tous les objectifs nutritionnels sont en retard pour l'ODD 2.2 (retard de croissance, émaciation et faible poids à la naissance); le surpoids chez les enfants augmente, tout comme l'anémie chez les femmes en âge de procréer. Par conséquent, la Banque mondiale met actuellement à jour le Cadre d'investissement afin d'avoir une nouvelle version opérationnelle pour le prochain N4G et dans le cadre du Programme global de défi pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSGCP).

La mise à jour inclura :

- L'élargissement des résultats d'intérêt pour inclure le faible poids à la naissance et l'obésité.
- L'ajout de preuves actualisées sur les investissements spécifiques à la nutrition.
- L'ajout de preuves actualisées sur les investissements sensibles à la nutrition, avec un accent particulier sur la protection sociale et les secteurs agricoles.
- L'intégration des perspectives sur le genre et les liens entre nutrition et changement climatique.
- La mise à jour des besoins de financement en fonction de ce qui précède.
- La mise à jour du cadre de financement avec un nouvel accent sur le levier des financements innovants.

Comme le cadre renouvelé n'est pas encore disponible, cette étude se base sur les recommandations développées en 2017, tout en reconnaissant leurs limites.

de la nutrition de base, soit seulement un cinquième de ce que le cadre d'investissement pour la nutrition recommandait comme nécessaire.

- Bien que la communauté internationale promeuve une approche intégrée pour lutter contre l'insécurité nutritionnelle, la nutrition est encore à la traîne pour devenir une priorité transversale dans l'agenda du développement mondial. Néanmoins, des progrès sont réalisés. En 2022, la CE a signalé que 43 % de ses dépenses agricoles et 23 % de la santé reproductive avaient un objectif nutritionnel, bien que tous au Niveau Significatif (Niveau 1) plutôt que Principal (Niveau 2). Pour les États membres de l'UE, les secteurs avec le pourcentage le plus élevé de dépenses ayant un objectif nutritionnel étaient également au Niveau 1.
- Pour les États membres de l'UE, les secteurs avec le pourcentage le plus élevé de dépenses affectées à la nutrition étaient l'agriculture et l'aide humanitaire, tous deux à 8 %. Dans d'autres secteurs importants pour la nutrition, la part des dépenses avec des objectifs nutritionnels est négligeable - par exemple, 1,8 % des dépenses en eau et assainissement provenant de la Commission européenne et des États membres de l'UE combinés.³

Ces résultats soulignent l'urgence d'un renouvellement et d'une intensification des efforts de la part de la CE et des États membres. La nature multidimensionnelle de la sous-nutrition exige une réponse cohérente et coordonnée à l'échelle multisectorielle. Une action coordonnée est essentielle pour garantir que la nutrition soit adéquatement financée et priorisée, pour ainsi respecter les engagements mondiaux visant à éradiquer la faim et améliorer la nutrition pour tous. Un engagement renforcé et un investissement stratégique dans la nutrition sont impératifs pour favoriser un développement durable et créer un monde plus sain et plus équitable. En ce sens, une approche "Team Europe" pour la nutrition apparaît comme une voie d'action prometteuse.

³ Données du CAD de l'OCDE sur les activités d'aide ciblant d'autres activités politiques, téléchargées le 30 mai 2024.

Recommandations :

Pour assurer un engagement conséquent de l'Europe pour soutenir les pays partenaires dans leur lutte contre l'insécurité nutritionnelle, il est essentiel que les institutions européennes et les États membres s'engagent et réalisent les actions suivantes :

1 – Un Changement conséquent du Niveau d'Investissement pour la Nutrition :

- **Il est nécessaire d'atteindre une part équitable de l'évaluation des besoins mondiaux et un objectif minimal de 2,8 % de l'APD pour la nutrition de base conformément au Cadre d'investissement de la Banque Mondiale.**⁴ Cela doit inclure des engagements financiers planifiés de la part de la Commission européenne et des États membres de l'UE, proportionnels aux besoins et axés sur le soutien aux pays les moins développés et les plus fragiles. La communauté internationale parle souvent de changement transformationnel, mais n'augmente les financements que de manière incrémentale. L'engagement de l'UE devrait servir d'exemple en faisant de la finance pour la nutrition la principale priorité lors du N4G, en utilisant tous les outils et instruments financiers à sa disposition, et en intégrant ce sujet dans la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement en juin 2025.

2 – Améliorer la Qualité et l'Efficacité de l'APD pour la Nutrition :

- Prioriser une mise en œuvre durable dans les pays en soutenant les gouvernements et les institutions locales et/ou des partenaires efficaces. Cela signifie continuer à utiliser l'appui budgétaire pour les plans nutritionnels nationaux et infranationaux lorsque le contexte le permet.
- Fournir des financements durables à long terme pour soutenir l'intégration de la nutrition dans les services de soins de santé primaires et la transformation des systèmes alimentaires.
- Les délégations de l'Union européenne (DUE) et les bureaux de l'ECHO dans les pays doivent intégrer leurs efforts entre la réponse d'urgence et le soutien à long terme. En éliminant la séparation entre le soutien nutritionnel d'urgence et celui à long terme, les DUE et l'ECHO peuvent créer une approche plus cohérente et durable. Cette intégration garantirait des interventions nutritionnelles continues et globales, maximisant ainsi l'impact et l'efficacité des ressources.
- Réduire l'excessive fragmentation - trop peu d'aide provenant de trop nombreux donateurs. L'efficacité de l'aide est réduite lorsqu'il y a trop d'initiatives redondantes. Pour réduire la fragmentation de l'aide, une meilleure complémentarité des efforts des donateurs est nécessaire. À cette fin :
 - L'UE devrait respecter les priorités des pays partenaires et promouvoir leur appropriation des initiatives, en veillant à ce que ces pays soient en capacité

⁴ Cette recommandation sera réexaminée une fois que le cadre révisé de la Banque mondiale sera publié.

de de déterminer les rôles optimaux des donateurs pour soutenir leurs efforts de développement aux niveaux national, régional et sectoriel.

- L'approche "Team Europe" doit réduire la fragmentation parmi les donateurs européens en améliorant la programmation conjointe.
- Assurer une plus grande prévisibilité des flux d'aide pour permettre aux pays en développement ainsi qu'aux partenaires sur place de planifier et de gérer efficacement leurs programmes de développement à court, moyen et long terme.
- Fournir un soutien financier aux organisations de la société civile (OSC) locales pour leur permettre de diriger, concevoir et mettre en œuvre des projets efficaces. Cet élément nécessite un environnement favorable et un financement suffisant pour et par la société civile.

3 - Mieux Intégrer la Nutrition dans les Politiques, les Dépenses d'APD et les Évaluations d'Impact :

- Promouvoir des voies vers des résultats nutritionnels à travers tous les investissements de l'UE. Cela inclut les investissements dans l'agriculture, la santé, le climat, l'éducation et la protection sociale, ainsi que les investissements visant à mobiliser le secteur privé et à favoriser le développement économique. Pour inciter au progrès, l'UE doit exiger que tous les investissements soient examinés en fonction des objectifs nutritionnels d'ici 2026.
- Utiliser le processus des marqueurs de politique du CAD pour intégrer une approche sensible à la nutrition à travers toutes les divisions de la DG INTPA et de la DG ECHO, ainsi que dans la programmation et le reporting des États membres de l'UE et des organisations multilatérales, pour véritablement la marquer comme priorité politique et augmenter la responsabilité.
- Établir des références pour la part des dépenses sectorielles qui devraient inclure des objectifs nutritionnels principaux et significatifs.
- Intégrer les résultats nutritionnels dans l'identification et la planification de la prochaine génération de projets phares de la stratégie Global Gateway. À mesure que la stratégie évolue vers une approche globale à 360° et intègre davantage l'agriculture et les systèmes alimentaires comme l'un de ses domaines prioritaires pour les investissements publics et privés, tous les investissements agricoles dans le cadre de Global Gateway doivent être sensibles aux besoins nutritionnels des communautés locales ainsi que des populations les plus marginalisées et vulnérables.

4 - Un Engagement Politique Européen Plus Audacieux en Matière de Nutrition :

- Communiquer un nouveau récit public et politique : la faim est la manifestation la plus aiguë de la pauvreté et un déni des droits humains, l'UE doit davantage promouvoir un récit qui place la nutrition comme une partie clé du développement humain et économique, et ainsi la placer au cœur de l'agenda de la coopération internationale.
- Faire preuve de leadership européenne sur le Droit à l'Alimentation, aligné avec l'engagement extérieur de l'UE sur le commerce, le financement, la gouvernance et la

sécurité, assurant la cohérence des politiques. Le cadre des droits humains doit être au cœur de l'action de l'UE pour la nutrition ainsi que de son action extérieure.

- Promouvoir fortement et soutenir l'intégration de la nutrition dans les soins de santé primaires et la couverture sanitaire universelle dans les pays partenaires, alignée sur les objectifs de la Stratégie de Santé Globale de l'Union Européenne (EGHS) pour améliorer la santé tout au long de la vie, renforcer les systèmes de santé et atteindre la couverture sanitaire universelle, et enfin prévenir et combattre les menaces pour la santé.

5 - Soutenir tout Engagement de la Commission Européenne et de l'Equipe Europe en matière de Nutrition avec un Nouveau Cadre Politique pour la Nutrition :

- La Commission européenne devrait étendre ses efforts en matière de sécurité nutritionnelle au-delà des engagements ad hoc pris lors des sommets Nutrition For Growth (N4G). Il est impératif de mettre à jour le cadre d'action en révisant le cadre politique existant de l'UE concernant la nutrition afin de répondre aux besoins croissants et au contexte international changeant.⁵ Cela implique de réviser le plan d'action et de garantir un soutien et un engagement politique des États membres à travers des conclusions du Conseil.

6 - Revitaliser l'engagement avec les parlementaires :

- La CE et les États membres devraient appuyer le Parlement européen nouvellement élu sur toutes les questions liées à l'action en matière de nutrition, y compris le suivi des allocations budgétaires et des impacts des programmes. La CE et les États membres devraient promouvoir et soutenir les réseaux parlementaires tels que l'Alliance parlementaire européenne contre la faim et la malnutrition, assurant des échanges d'expertise et de points de vue. De même, ils doivent soutenir les efforts des parlementaires pour augmenter l'attention et les financements dédiés à la nutrition, puisqu'il s'agit d'un investissement crucial pour assurer une démocratie et une gouvernance efficaces dans les pays partenaires. L'UE devrait donc également faciliter les échanges avec le Réseau parlementaire de la CEDEAO, l'Alliance parlementaire d'Afrique de l'Est pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes.

7 - Investir dans des Espaces et des Partenariats Existants et Nouveaux pour la Nutrition :

- L'UE devrait continuer à défendre et renforcer le rôle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) - le forum intergouvernemental le plus inclusif traitant

⁵ Pour plus d'informations sur les raisons et les modalités de la mise à jour du cadre politique, veuillez-vous référer au document [Upgrading the EU's policy toolbox for nutrition leadership-ECDPM](#)

des questions alimentaires - pour améliorer la coordination et la gouvernance du système alimentaire mondial. Ces dernières années, plusieurs coalitions et forums pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été établis. Le Brésil donne la priorité à la sécurité alimentaire dans son agenda international alors qu'il préside le G20 en 2024 et la COP30 en 2025. Il prévoit de lancer une Alliance Mondiale contre la Faim et la Pauvreté lors du Sommet des Chefs d'État du G20 en novembre 2024. De même, la présidence italienne du G7 va bientôt lancer l'Initiative pour la Sécurité Alimentaire des Pouilles afin de traiter du lien entre alimentation et climat et renforcer les engagements du G7 en faveur de systèmes alimentaires durables. Le leadership de l'UE devrait évaluer s'il convient de soutenir ces initiatives, en veillant à ce que la nutrition soit considérée comme une partie centrale de l'agenda international de sécurité alimentaire tout en évitant la duplication de coalitions qui ne mènent pas nécessairement à des actions concrètes.

- Faire de la nutrition un élément clé de la relation UE-Afrique, en soutenant le leadership africain, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), l'AUDA-NEPAD et les gouvernements africains dans un PDDAA renouvelé, pour prioriser les résultats et les indicateurs nutritionnels dans le cadre des systèmes alimentaires. L'UE a l'opportunité de soutenir le leadership africain lors de la prochaine réunion mondiale du mouvement Scaling Up Nutrition à Kigali, du 25 au 28 novembre 2024.

8 - L'Union européenne devrait soutenir l'implication des organisations de la société civile dans la gouvernance et la mise en œuvre de d'actions nutritionnelle :

- En intégrant les organisations de la société civile dans le développement des politiques, la prise de décision, l'exécution des programmes, et l'évaluation des besoins, tout en fournissant le financement nécessaire et en assurant la redevabilité. La société civile peut jouer un rôle crucial pour s'assurer que les politiques et les services gouvernementaux répondent à leurs besoins, à travers les jeunes, les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes (WLO/WRO), ainsi que celles représentant les communautés marginalisées. Parallèlement, il faut renforcer sa capacité à collaborer efficacement avec les autorités gouvernementales, à contribuer aux changements de politiques multisectorielles, à accroître la mobilisation sociale pour la nutrition et à améliorer la responsabilité peut faire progresser positivement l'agenda de la nutrition.